



COMMUNE DE CHATEAUNEUF

Modification de droit commun n° 1 du PLU

EXAMEN AU CAS PAR CAS

RÉALISÉ PAR LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

NOTICE D'AUTO-ÉVALUATION

1 - Rappel du contexte

La commune de Châteauneuf dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 31 mars 2005.

Une modification n°1 a été approuvée le 13 décembre 2006

Une révision simplifiée n°1 a été approuvée le 26 octobre 2007

Une modification n°2 a été approuvée le 02 décembre 2011

Madame le maire a pris l'initiative d'engager une procédure de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme pour :

- Faire évoluer le règlement écrit sur certains points afin d'apporter des compléments, des précisions et d'améliorer son interprétation.
- Intégrer la création d'un STECAL (Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limité) sur le secteur des Isles.

2 - Incidence sur un site Natura 2000

La commune est concernée par le site Natura 2000 «directive habitats» n° FR8201773 : «Réseau de zones humides dans la Combe de Savoie et la moyenne vallée de l'Isère».

Il s'agit de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent. La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Le STECAL prévu dans la modification de droit commun n°1 se situe en périphérie immédiate du site Natura 2000 mais le projet est sans incidences sur celui-ci.



3 - Incidence sur les milieux naturels et la biodiversité

La commune est concernée par un arrêté de protection de biotope :

L'arrêté de biotope du 12 février 1993 : «la Bialle et les bassins Mollard».

Le STECAL prévu dans la modification de droit commun n°1 se situe en périphérie immédiate de l'APPB mais le projet est sans incidences sur celui-ci.



La commune est couverte par 2 ZNIEFF :

- La ZNIEFF de type 2 n° 820032104 : «Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble». Ces espaces intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers qui possèdent une cohésion élevée et plus riche que les milieux alentours.

Le STECAL prévu dans la modification de droit commun n°1 se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type 2.



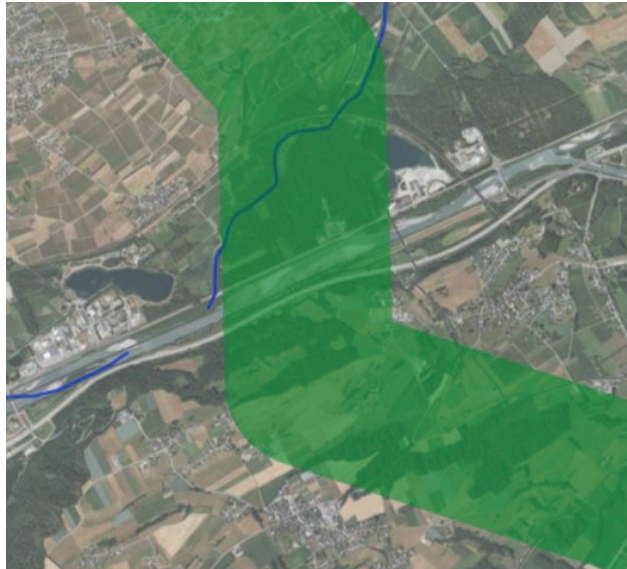
La ZNIEFF de type 1 n° 820032099 : «Écosystème alluvial de l'Isère dans la vallée du Grésivaudan». Ces espaces homogènes écologiquement sont définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire.

Le STECAL prévu dans la modification de droit commun n°1 se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type 1.



Les corridors écologiques

- Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires», approuvé par arrêté du préfet de région du 10 avril 2020, mentionne un corridor écologique qui concerne une grande partie du territoire communal.



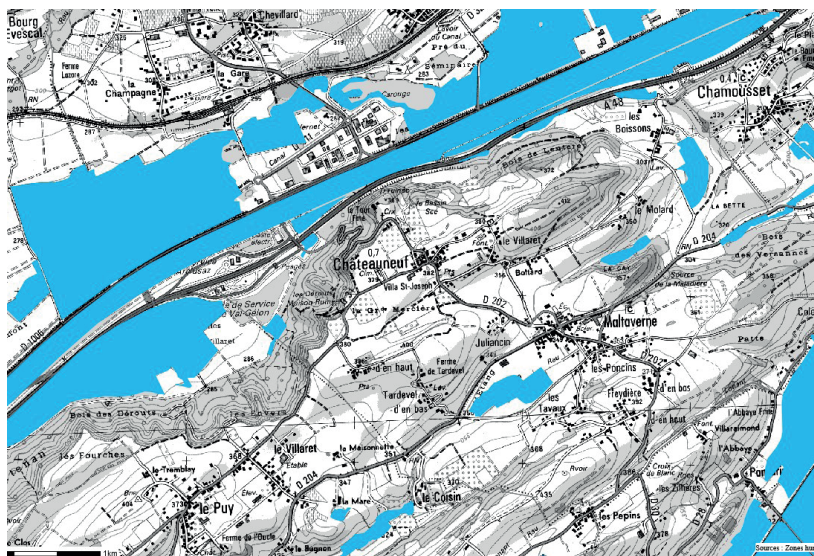
Conclusion : bien que le STECAL prévu dans la modification de droit commun n°1 se situe en périphérie immédiate ou au cœur des inventaires patrimoniaux, le projet ne présente pas d'incidences notables sur l'environnement dans la mesure où le terrain d'assiette de faible emprise est actuellement artificialisé (plateforme terrassée) et localisé en continuité de constructions existantes.

4 - Incidence sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

Les objets de la modification de droit commun sont sans incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

5 - Incidence sur les zones humides

Plusieurs zones humides sont présentes sur le territoire de la commune. Ces zones sont identifiées et intégrées à l'inventaire des zones humides de la Savoie.



La modification de droit commun n°1 est sans incidences sur les zones humides.

6 - Incidence sur l'eau potable

La modification de droit commun est sans incidences sur la ressource en eau.

7 - Incidence sur l'assainissement

La modification de droit commun est sans incidences sur l'assainissement.

8 - Incidence sur le paysage ou le patrimoine bâti

La modification de droit commun est sans incidences sur le patrimoine bâti.

9 - Incidence sur les déchets

La modification de droit commun est sans incidences sur la gestion des déchets.

10 - Incidence sur les risques et nuisances

La modification de droit commun est sans incidences sur les risques et nuisances.